



CSE-Central GRDF du 24 juin 2020

Déclaration liminaire CGT à l'ouverture de séance

Monsieur le président,

La crise sanitaire liée au Covid-19 a mis en évidence certaines réalités dont nous devrions tirer des leçons sur notre conception de la vie au quotidien et de la société. En période de confinement, ce n'est pas la bourse qui a fait tourner l'économie mais bien les travailleurs et travailleuses. VOUS, « Ces gens qui ne sont rien », comme ils disent ! VOUS, qui avez risqué votre santé et parfois votre vie pour répondre aux besoins de la population dans des secteurs essentiels (commerce, nettoyage, voirie, transport, énergie, éducation, santé et action sociale, agroalimentaire...).

La situation révèle aussi une crise de civilisation profonde. Les méfaits désastreux de décennies de libéralisme ont fragilisé nos services publics et notre industrie, et par conséquent notre capacité d'action face à la crise sanitaire.

Nous ne sommes pas près d'oublier les manques de places en réanimation, de personnel soignant, de masques, de gel, de médicaments, de tests, de respirateurs... Bref tout ce qui aurait permis de mieux protéger la population ainsi que les salariés ayant à assumer la poursuite des activités essentielles et leur reprise « normale » dans de meilleures conditions.

La France, 6e puissance mondiale, s'est retrouvée démunie de biens industriels essentiels pour faire face à la pandémie. Depuis de nombreuses années, des activités industrielles sont stoppées ou délocalisées, si bien qu'aujourd'hui la France importe 60 % des produits que nous consommons. Selon l'Insee, depuis 1989, 1,75 million d'emplois industriels ont été supprimés (- 38 %) et le poids de l'industrie dans le PIB a reculé (en 2017, l'industrie manufacturière ne représentait plus que 10,1% du PIB).

À la lumière de la crise en cours, il faudra interroger la logique qui justifie les dividendes qui ont pour contrepartie la faiblesse des salaires, la baisse des effectifs, de la recherche-développement, de l'investissement productif, et pour conséquences, notamment, les politiques d'externalisation des activités menées depuis vingt ans, jusqu'à en perdre leurs maîtrises.

Mais quels moyens véritables pour la reconquête de l'industrie ?

Le gouvernement s'est engagé dans un plan de relance de l'économie et notamment de l'industrie. Les premiers objectifs affichés sont de «préserver la compétitivité des entreprises», «favoriser l'investissement pour transformer l'économie» et «faire appel à l'ensemble des leviers de financement pour soutenir la relance». Cela entend des réformes structurelles, soutien à la santé financière des entreprises, souveraineté et relocalisation, décarbonation, transformation numérique, recours aux fonds européens, nationaux et épargne privée.

Pour la CGT, le plan de relance doit être en rupture avec les politiques industrielles menées jusqu'à présent. Compétitivité, profitabilité, flexibilité, précarité doivent laisser place au progrès social et aux enjeux environnementaux, en repensant nos modes de consommation et de production, mais également en ayant une maîtrise publique des secteurs industriels stratégiques et en exigeant une autre répartition de la richesse produite par les travailleurs et travailleuses.

Il est indispensable de réindustrialiser notre pays en travaillant sur la relocalisation des productions, et en développant les coopérations internationales dans tous les secteurs de l'industrie. Cela permettrait de stopper l'hémorragie du chômage de masse en créant 3 à 4 millions d'emplois. Mais aussi, de lutter durablement contre le réchauffement climatique quand on sait qu'en France 35 % des gaz à effet de serre sont induits par l'importation des produits manufacturiers.

La recherche et la formation, deux piliers de la politique industrielle, doivent être planifiées pour le long terme par un État décideur d'un plan de relance qui répond à l'intérêt général.

La CGT revendique :

- le droit pour les travailleurs et travailleuses d'être acteur de l'activité économique ;
- un système productif cohérent en réponse aux besoins sociaux et aux défis environnementaux ;
- une maîtrise publique des secteurs stratégiques essentiels à la réponse aux besoins ;
- des investissements nécessaires à une industrie de haut niveau ;
- un financement essentiel au développement de l'industrie et à sa reconquête ;
- une autre répartition de la richesse produite.

La sortie progressive du confinement s'organise et les mauvaises habitudes capitalistes reviennent. Les premières manifestations s'accompagnent de violences policières particulièrement disproportionnées, bien évidemment sur ordre d'un gouvernement au service du CAC40. Les gens auxquels le gouvernement faisait les louanges il y a encore quelques semaines se sont retrouvés roués de coups et sous les lacrymo en guise de remerciements... En fait la médaille ce n'était pas si mal !!!

La délégation CGT tient également à avoir votre avis sur l'installation d'unités de méthanisation dans des zones protégées (comme c'est le cas à Bailly-Romainvilliers dans l'Yonne) rendue possible par le décret du 8 avril 2020. Les riverains mettent en cause l'usage de pesticides et d'engrais chimique pour produire davantage de rendements, l'épandage de déchets «cocktails de bactéries» aux effets méconnus, les nuisances olfactives et les risques industriels ainsi qu'un manque de communication sur le projet qui rappelle le fameux manque de démocratie également présent chez GRDF. Si la méthanisation a globalement bonne presse pour son côté écologique, une partie de la presse commence à parler d'une réalité plus nuancée, parfois proche du greenwashing. Comment GRDF compte s'y prendre pour continuer le développement du biométhane essentiel à sa survie, sans que l'opinion considère ces projets comme des nuisances ?

De notre point de vue, ce ne sont pas vos publicités infantilisantes qui vont y parvenir, et encore moins votre politique qui manque d'ambitions en termes de développement des nouvelles concessions.

Nous avons également vu la vidéo de propagande où vous avez sélectionné des agents pour vanter le comportement soi-disant exemplaire de GRDF pendant la crise du COVID-19, vous remerciant de reprendre le travail en toute sécurité. Leur avez-vous expliqué comment cela s'est réellement passé ? Si vous avez un trou de mémoire, pour rappel, la direction nationale voulait faire reprendre le travail aux agents sans protection, et ce, en pleine pandémie pour des raisons purement économiques. GRDF a également eu une politique fluctuante en ce qui concerne le port du masque en fonction de ses stocks. Les fiches réflexes ont été rédigées et diffusées dans d'innombrables versions, la direction de GRDF préférant, dans un premier temps, se terrer dans son mutisme habituel avant d'enfin entendre raison et prendre enfin en compte les recommandations des élus CGT. Faut-il également vous rappeler qu'une mise en demeure de l'inspection du travail perdue à l'encontre de GRDF ?

Nous laisserons, d'ailleurs, les agents apprécier votre DUE sur la prise obligatoire de congés, où malgré les milliards que vous avez remontés à la maison mère ces dernières années, vous demandez aux salariés, que vous payez déjà trop peu, de faire l'aumône aux «pauvres actionnaires» pourtant pas à plaindre.

À Paris,

Le 24 juin 2020